



Accès aux savoirs : les associations s'expriment

VIVRE ENSEMBLE EDUCATION organise chaque année une campagne de sensibilisation axée, depuis 2003, sur la thématique des droits humains. En 2006 et 2007, le thème choisi par VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION est celui de l'accès aux savoirs. L'objectif de la 1^e année (fin 2006), lors de rencontres associatives, est de susciter le questionnement et de récolter des témoignages, des expériences, des avis à retravailler en 2007. Des rencontres associatives ont été organisées à la fin du mois de novembre dans quatre régions (Bruxelles, Liège, Namur et Charleroi) et ont rassemblé divers acteurs du monde associatif qui se sentent concernés par la problématique traitée.

Il a été proposé aux associations de réfléchir à plusieurs questions :

- Quels sont les savoirs dont vous encouragez l'accès au sein de votre association ?
- Que fait votre association pour que les savoirs des personnes soient davantage pris en compte, reconnus, valorisés ? Développez-vous des formes d'échanges de savoirs ?
- Ce que fait votre association change-t-il le regard porté sur ces personnes (regard porté par les autres sur elles... ou par elles-mêmes) ?
- La formation et l'action collective sont-elles une dimension importante dans votre association ? Pourquoi ?
Votre action change-t-elle, même un petit peu, la société ?
- Vivre Ensemble Education va poursuivre ce thème de l'accès aux savoirs en 2007. Au départ de votre action de terrain, quels sont les points qu'il vous semblerait important que VEE travaille davantage, mette en avant ?
Quelles sont pour vous les propositions d'interpellations que pourrait faire VEE ?

Travail en ateliers

Les associations ont eu à chaque journée un temps d'échange autour des questions posées. Voilà les éléments clés qui ressortent de ces temps en carrefour.

- Toutes les associations ont mis en avant l'importance du travail de revalorisation. Quand les « *usagers* » arrivent, ils sont majoritairement dévalorisés, ils n'ont plus confiance en eux et se sous-estiment. Ils sont enfermés dans leur sentiment d'exclusion et ont beaucoup de difficultés à s'ouvrir aux autres et au monde extérieur. Il faut que le travail de revalorisation soit au centre de l'action pour permettre au public cible de réaliser qu'il a des solutions à ses problèmes, qu'il peut avoir plus d'autonomie et pour qu'il puisse agir comme citoyen et s'interroger sur les rapports sociaux qu'il vit ou subit au quotidien.
- On a l'impression aujourd'hui qu'on n'a pas de valeur si on ne sait ni lire ni écrire et calculer, alors que ce ne sont pas ces seules aptitudes qui définissent un homme ou une femme. Il y a en a de nombreuses autres.
Quand les personnes arrivent dans un service, elles ne sont généralement pas conscientes des compétences qu'elles ont déjà, il s'agit donc de les faire émerger et de les valoriser. C'est un processus en lien direct avec le travail sur l'estime de soi.
- Tous les savoirs sont importants. Mais, dans notre société, il n'y a pas de place pour les personnes qui ne maîtrisent pas bien la lecture, l'écriture et le calcul. Elles n'ont

pas de bases dans ces domaines, c'est impossible pour elles d'être véritablement intégrés. Il existe donc une terrible hiérarchisation des savoirs.

Toutes les compétences à caractère plus intellectuel sont mises en avant alors que les compétences pratiques sont dévalorisées. Les métiers manuels, comme les formations qui s'y rattachent, par exemple, n'ont pas bonne réputation.

C'est cette hiérarchisation qui provoque le manque de confiance en soi chez les personnes en manque d'intégration, par leurs déficits de savoirs dits « de base », car ce qu'elles savent déjà faire, ce qu'elles ont appris au cours de leur vie en dehors de l'école, elles n'en tiennent pas compte, elles ne le reconnaissent pas en tant que compétences vu que ce n'est pas reconnu comme tel aux yeux de la société.

- A la suite de ces idées, on constate qu'un des premiers lieux d'exclusion est l'école. C'est au sein même de cette institution, censée éduquer, que naissent des inégalités et on y retrouve clairement cette hiérarchie des savoirs, alors que, pour beaucoup d'acteurs de terrain, il n'y a pas de savoirs qui ont plus de valeur que d'autres. A l'école, on survalorise le français, les règles de grammaire, l'orthographe,... plus que la langue en elle-même, la capacité à s'exprimer... Il y a un poids de la « bonne école ».

Par exemple, l'enseignement de type général est toujours très valorisé par rapport aux orientations techniques ou professionnelles. On dira souvent qu'on est contraint à « passer » en techniques ou à « descendre » en professionnelles. Les étiquettes et les exclusions existent et il faut les combattre car l'école reste le deuxième lieu de socialisation, après la famille, où nous puisons notre confiance en nous et où nous nous construisons en tant que personne et acteur de notre vie et de la société.

Il faut également rappeler que toutes « les choses de la vie » ne sont pas apprises à l'école et que l'enseignement ne doit donc pas être la seule balise qui permet de faire un état des lieux de nos connaissances.

Certaines associations, comme Alpha 5000 à Namur, relèvent le fait que les écoles forment des futurs clients de cours d'alphabétisation car ceux qui sont moins compétents que les autres, on les laisse sur le côté. Mais parfois, même les instituteurs se sentent dépassés ; quand ils ont la volonté de changer le système, le peuvent-ils vraiment ?

Les formations pratiques, créatives, artistiques,... restent principalement dispensées de manière parallèle, au sein de centres culturels par exemple, et donc pas de façon obligatoire comme les formations plus intellectuelles, ce qui restreint quelque peu les possibilités de trouver sa voie et renforce le côté illégitime de ce genre de compétences vis-à-vis d'autres. Il faut mettre en avant les connaissances valorisées par le collectif, le coopératif, par la culture que nous portons en nous.

On a l'impression que le message que l'école essaye de faire passer est que certaines connaissances sont des fins en soi, alors que les savoirs ne sont pas des fins mais des moyens, des moyens de réaliser des projets ou des objectifs personnels et collectifs. Revaloriser les usagers passe donc sans doute par la révision de la manière dont on pratique l'enseignement, dont le but premier doit rester d'éduquer.

- Un enjeu important pour les associations se situe au niveau des subsides : les moyens manquent.

Les associations pensent en général qu'elles investissent beaucoup trop de temps dans la recherche de financement, temps qu'elles devraient plutôt consacrer à remplir leurs missions.

De plus, pour obtenir des subsides, il faut répondre à certains critères qui ne vont pas souvent de pair avec le fonctionnement du milieu associatif. Il y a donc dans la balance, d'un côté, la crainte de perdre une certaine identité et une volonté de garder

son indépendance de fonctionnement et, de l'autre, le besoin de moyens pour pouvoir exister et offrir des services de qualité.

La répartition du budget public pose là un sérieux problème : certains savoirs sont complètement lésés (les écoles de devoirs, les centres culturels). La part du budget de la Communauté française consacrée à l'éducation permanente doit être mise en cause, le secteur ne reçoit presque rien en comparaison avec ce qui est investi dans l'enseignement. Parfois, les textes de loi prévoient des modifications concernant certaines pratiques, comme dans les écoles de devoirs, alors qu'il n'y a pas d'argent pour les mettre en application (engagement de personnel,...).

Il n'est donc pas question d'uniquement gonfler cette enveloppe mais de mieux en répartir le contenu.

- Tout cela entraîne des problèmes de statuts, de précarité de l'emploi et de manque de reconnaissance du travail et des acteurs impliqués.
- Les associations sont en demande d'une consolidation, d'une réelle reconnaissance et d'une valorisation de leur travail par les politiques.

Il faut donner plus de poids, prendre le temps d'écouter les travailleurs qui vivent ces réalités de terrain.

- On remarque aussi qu'il y a un problème de relation avec les médias. Souvent, les médias réagissent sur les faits divers ou en fonction de la météo (« il fait froid, ah oui, il faut parler des sans-abri »). Les associations voudraient que l'on donne d'elles une autre image que celle de l'action d'urgence. Elles souhaitent qu'un travail plus en profondeur soit mené pour montrer la pertinence et l'efficacité, à long terme, de leur travail.

Les médias pourraient être un moyen, pour un plus grand nombre de personnes, de connaître les difficultés que rencontre une partie de la population.

La télévision a le pouvoir de favoriser ou d'empêcher le repli sur soi et l'ignorance des plus « favorisés » par rapport à la réalité de l'exclusion sociale. Les émissions centrées sur l'argent facilement gagné, le sport ou « la brique » sont trop développées au détriment de celles qui concernent les enjeux de société. Et la pauvreté en est un !

- Il y a une certaine partie de la population ciblée par les services qui n'est pas touchée. En effet, les personnes sensibilisées ont déjà un certain accès à l'information, Comment faire pour atteindre les autres, qui doivent être dans des situations de précarité ou d'exclusion encore plus graves ?
- Comment placer l'alphabétisation, par exemple, comme une priorité pour les usagers quand certains ont déjà d'autres priorités de survie et se demandent de quoi demain sera fait ? Ouvrir dans la société le tiroir de la culture, des savoirs,... implique l'ouverture d'autres tiroirs.

Quelles interpellations ?

- Il y a une demande pour un espace de communication entre les décideurs politiques et les acteurs de terrain ainsi qu'entre ces derniers et les usagers, afin d'aboutir à des revendications croisées et à une meilleure compréhension, une plus grande prise en compte de celles-ci.

Les vrais experts sont ceux qui sont directement concernés par les prises de décisions et leurs applications : les professionnels et les usagers. Malheureusement, ils sont souvent victimes de mesures prises par d'autres, qui ne tiennent pas compte de cette grande différence de connaissance de la réalité de terrain.

- L'accès aux savoirs doit rester avant tout un droit et c'est donc un devoir de l'appliquer pour tous.

- Les moyens ne suivent pas et le financement ne doit plus être une menace. Il faut que les projets et les statuts gagnent en stabilité. Pour cela, une meilleure répartition des enveloppes de budget est impérative, sans quoi une inégalité entre les secteurs (enseignement/éducation permanente,...) et une précarité des moyens d'intervention dans ces domaines vont subsister.
- Au sein des médias, il y aurait donc une place à revendiquer. Les réalités et problématiques sociales font partie intégrante de l'actualité. Pourquoi ne pas envisager une place plus importante, notamment sur les chaînes régionales ?
- Une meilleure accessibilité des services est revendiquée, tant au niveau de la mobilité que de l'accueil (attitude des travailleurs sociaux, infrastructures,...). Les difficultés liées à la mobilité peuvent être un facteur qui empêche une partie du public visé par les activités des associations d'y accéder. Les personnes en difficulté qui sont à l'écart des milieux urbains sont désavantagées car l'accès aux savoirs y est plus difficile. En termes d'accueil, les travailleurs sociaux doivent peut-être revoir leurs méthodes. Ce n'est pas toujours une bonne image d'eux qui est retransmise et cela peut parfois refléter la réalité.
- Des changements dans la formation des enseignants, dans le fonctionnement des écoles et dans les programmes scolaires sont nécessaires pour abolir la hiérarchie des savoirs et rappeler à l'enseignement son premier rôle : apprendre à apprendre.
- Il faut une valorisation, une consolidation et une reconnaissance politique des associations, surtout dans le milieu des écoles de devoirs et socio-artistiques, en plus de favoriser et soutenir les nouvelles initiatives.
- Une meilleure reconnaissance des diplômés étrangers est nécessaire si on veut aller dans le sens d'une égalité des savoirs et lutter contre les discriminations.
- Arrêter les segmentations des secteurs et croiser des problématiques transversales. Lorsqu'on veut agir sur un problème, il faut souvent faire appel à plusieurs compétences ou plusieurs secteurs. Lorsqu'on parle de culture, il faut souvent tenir compte du « tiroir » de la mobilité et des finances. On ne peut pas traiter de façon individuelle des matières qui sont, presque par nature, liées à d'autres.

Conclusion

- Lors des différentes rencontres associatives, les participants ont eu l'occasion de nous faire part de leurs positions face aux différents savoirs et à leurs accès, ainsi que de leur expérience dans le domaine. Ils ont également eu l'occasion d'interpeller Vivre Ensemble Education sur différentes revendications qu'ils trouvaient importantes de soulever.
- Nous avons pu constater, par exemple, que la majorité des associations présentes travaillent dans une optique première de revalorisation de leur public-cible. En effet, la plus grande difficulté vécue par les usagers, après celles découlant de leur situation d'exclusion ou de précarité, est leur **manque de confiance en eux**.
- Le plus gros travail, en termes d'accès aux savoirs, est donc d'abord un travail de **revalorisation**. Pourquoi ? Parce que, comme tous les participants ont tenu à le souligner, tous les savoirs se valent et ne sont pas des buts mais des moyens pour trouver sa place dans la société.
- Ensuite, **chaque institution axe ses formations sur différents moyens** : le théâtre, le dessin, l'écriture, la cuisine, les travaux manuels, ... dans le but de permettre aux usagers de se reconstruire, de retrouver leur place dans le regard des autres et dans la société, et de leur permettre d'acquérir les outils nécessaires pour pouvoir jouer leur rôle de citoyens.

- Nous avons également eu l'occasion de discuter des différents **problèmes structurels** qui entravent l'accès aux savoirs et de ceux vécus par les institutions des différents secteurs.
Nous pouvons par exemple revenir sur le **penchant élitiste actuel de notre société** et, dans la même optique, sur la **hiérarchisation des savoirs** que nous pouvons observer. Il a souvent été répété qu'aucun savoir ne prévalait sur un autre mais que pourtant, nous pouvions observer cette hiérarchie au sein même des structures d'apprentissage. Nous ne pouvons donc que **questionner l'enseignement**, ses finalités et la manière dont il est pratiqué à l'heure actuelle.
- La mise en évidence de ces difficultés nous a permis de réfléchir ensemble à différentes propositions que nous pourrions défendre afin de répondre à ces problèmes. Nous avons souligné ces principales demandes:
 - d'un espace de communication entre les politiques et les acteurs de terrain afin de prendre des décisions plus pertinentes et cohérentes pour les secteurs concernés,
 - d'une place dans les médias,
 - d'un changement de l'enseignement,
 - d'une revalorisation du travail associatif dans son ensemble,
 - d'une augmentation et d'un partage plus équitable du financement,
 - d'une meilleure sensibilisation de la population,
 - d'un croisement des problématiques et des secteurs transversaux,
 - d'une facilitation de l'accès aux savoirs pour tous.

Caroline Lamblin et Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education
Décembre 2006